**MACROECONOMIE**

**CHAPITRE 2 : Origine des fluctuations économiques**

1. **L’effet d’une augmentation du taux d’épargne (S) sur le revenu national (PIB)**

**RAPPEL : Les ménages disposent d’un revenu disponible (primaire + secondaire – PO) avec lequel ils consomment ou épargnent.**

**Taux d’épargne : S =**$\frac{S}{Revenu Disponible}$**\*100**

C’est la part du revenu disponible qui est épargnée. **Ex :** Pour un revenu disponible de 1000 euros et une épargne (S) de 200 euros alors le taux de revenu est de 20%. Augmentation du taux d’épargne. Ex : on passe de 5% à 15%.

1. ***De la loi de Say (libéral, néo-classique) …***

Pour les néo-classiques, l’augmentation du taux d’épargne des ménages a pour conséquence une augmentation de l’offre de fonds prêtables, c’est à dire de monnaie à disposition des banques avec laquelle elle finance les investissements. Les ménages épargnent plus donc les banques collectent plus. On va représenter le marché des fonds prêtables.

**SCHEMA A (voir annexe)**

Plus le taux d’intérêt est faible et moins il y a d’investissements. Plus le taux d’intérêt est élevé et plus l’offre est élevée.

**CONCLUSION : Cette augmentation du taux d’épargne va avoir deux conséquences :**

* **Diminution de la consommation**
* **Augmentation de l’investissement**

**Or l’écriture comptable du PIB est Y= C + I + G. Comme C diminue et I augmente on obtient un PIB inchangé.**

1. ***… Au paradoxe de l’épargne (Keynes)***

Pour Keynes, l’investissement ne dépend pas uniquement du taux d’intérêt et surtout de la **demande effective**, c’est à dire l’anticipation de la demande adressée aux entreprises.
Conséquence : Les entreprises en tiennent compte et dans un climat de diminution de la consommation les entreprises vont diminuer l’investissement malgré la baisse du taux d’intérêt.

Pour Keynes cette augmentation de l’épargne entraine une baisse de la conso qui elle-même entraîne une diminution de la demande effective (ou anticipée) entrainant aussi une diminution de l’investissement entrainant une diminution du PIB et de l’emploi.

**SCHEMA B (voir annexe)**

1. ***… et la loi de Say***

Revenons au point initial (au grand a.) : l’augmentation du taux d’épargne entraine un excès d’offre de bien sur le marché des biens et services. Cet excès d’offre de bien va entrainer une baisse des prix (qui deviennent flexibles). Cette baisse des prix entraine elle-même un déplacement de LM vers le bas ce qui a pour conséquence une diminution du taux d’intérêt et une baisse de Y (plus faible que celle prévue par Keynes).

La réduction de Y (la production) entraine une diminution de l’emploi. Ce qui entraine un excès d’offre de travail et crée une diminution du salaire avec pour conséquence une augmentation de la demande de travail.

**SCHEMA C (voir annexe)**

**Effet court terme** : Les prix et les salaires sont rigides. Seules les quantités s’ajustent et l’on passe au point E0 (prime) et de IS0 à IS1. A court terme les prix étaient rigides.

**Effet moyen terme** : maintenant les prix deviennent flexibles. Excès d’offre de bien qui va entrainer une baisse de prix qui a pour conséquence un déplacement de LM vers le bas qui entraine une diminution du taux d’intérêt et de l’activité (mais moins forte que prévue par Keynes). On passe de LM0 à LM1 et de E0(prime) à E1. E1 traduit un excès d’offre de travail.

**Effet long terme** : les prix et les salaires sont flexibles. On a un excès d’offre de travail va entrainer une diminution des salaires nominaux (car salaires flexibles). On va donc avoir un déplacement vers l’origine jusqu’au niveau d’équilibre. On a Ns=Nd et LM1 va à LM2.

Cette augmentation du taux d’épargne à long terme entraine un niveau d’activité inchangé (on revient au point initial), un emploi identique et par contre un taux d’intérêt qui a diminué.

1. **Le rôle des déficits publics**

1992 : Traité de Maastricht : Pacte de Stabilité
1997 : Traité d’Amsterdam : Déficit public < 3% du PIB par an

**Ex :** En 2009 le déficit est de 7,2% du PIB représentant 177 Milliards d’euros. La dette publique représente 1 600 milliards d’euros. Tout cela se trouve sur le site : **cluaran.free.fr/dette.html**

**Le déficit public vaut G – T.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Muet (1993)** | **USA** | **Japon** | **France** | **R.F.A.** |
| $$∆Y/∆G$$ |  |  |  |  |
| Sur 1 an | 1.7 | 1.2 | 1.2 | 1.0 |
| Sur 2 ans | 1.8 | 1.1 | 1.0 | 0.9 |
| Sur 3 ans | 1.7 | 0.6 | 0.9 | 0.6 |

**CONCLUSION : On constate qu’une augmentation de G a un effet positif sur l’augmentation du PIB.**

1. ***L’impact à court terme***

**Hypothèses : prix et salaires (w) sont rigides, fixes.**

Un creusement du déficit public va avoir pour conséquence un déplacement de la courbe IS vers la droite car les prix sont fixes et donc les entreprises augmentent les quantités produites pour répondre à cette nouvelle demande.

On a Y = C + I + G. Plus G augmente et plus Y augmente.

Keynes évoque une notion importante dans sa théorie : le **multiplicateur keynésien** qui s’écrit :

$$∆Y=\frac{1}{1-c}\* ∆G=k\* ∆G$$

Avec c la propension marginale à consommer, 0 < c < 1, c = $∆C/∆G$

**SCHEMA D (voir annexe)**

1. ***L’impact à moyen terme***

**Hypothèses : les prix deviennent flexibles, les salaires nominaux sont toujours rigides.**

A moyen terme l’augmentation de la demande (augmentation de G) (due à l’augmentation du déficit public) va entrainer une augmentation des prix (augmentation de p). Cela entraine donc un déplacement de la courbe LM vers la gauche.

**SCHEMA E (voir annexe)**

L’augmentation des dépenses publiques sans émission de monnaie supplémentaire ni d’augmentation des impôts alourdit la dette publique ce qui a pour conséquence d’augmenter le taux d’intérêt. Cette augmentation du taux d’intérêt va entrainer un effet d’éviction de l’investissement des entreprises.

**CONCLUSION : A moyen terme il y a un ajustement par les prix et donc l’augmentation des dépenses publiques a un effet double :**

* **Effet-volume avec une augmentation de Y (production)**
* **Effet-prix avec une augmentation de p (prix)**

**Cet effet-prix vient atténuer l’effet sur la production (PIB) et sur l’emploi.**

1. ***L’impact à long terme***

A moyen terme nous avions une augmentation des prix mais les salaires nominaux étaient fixes, rigides. Ce qui veut dire que le pouvoir d’achat (salaire réel) (W/P) a baissé. Donc à long terme des négociations salariales sur l’augmentation du salaire (w) devenu flexible. A long terme on assiste à un rattrapage des salaries nominaux.

**CONSEQUENCE : Le pouvoir d’achat (W/P) augmente et donc le coût salarial augmente. Cela entraine une augmentation à la fois des prix (p) et du taux d’intérêt (R) mais plus aucun effet sur la production et l’emploi. On a alors un déplacement de LM vers la gauche du a l’augmentation des prix. Cette partie peut donner naissance à un risque de boucle inflationniste. Ceci est très dangereux.**

**SCHEMA D (voir annexe)**

1. **Pourquoi la monnaie affecte-t-elle la production ?**

**Théorie importante émergeant à partir du 18° et 19° Siècle :** Toute variation de la quantité de monnaie entraine une variation proportionnelle des prix et n’a aucun impact sur les grandeurs réelles (consommation, investissement, croissance, emploi …). C’est ce que l’on appelle la théorie quantitative de la monnaie. Cette théorie est reprise par un courant de pensée important appelé les « monétaristes » avec parmi eux Milton Friedman. Cette théorie s’appuie sur une équation qui est la suivante :

**M \* V = P \* Y**

M la masse monétaire (quantité de monnaie en circulation) (estimée par la Banque Centrale Européenne grâce aux agrégats monétaires),
V **la vitesse de circulation de la monnaie** (il faut l’entendre comme le nombre de fois qu’une unité de monnaie va changer de main au cours d’une période. Dans les modèles on déclare comme constante cette vitesse),
P le niveau général des prix,
Y la production c'est-à-dire le PIB

La Banque Centrale Européenne (BCE) applique cette formule pour quantifier la masse monétaire à mettre en circulation dans la zone euro. Pour la BCE les prévisions sont les suivantes : l’indice des prix P augmente de 2% par an, Y augmente de 2,25% par an, V est constant et nul et donc il faut augmenter M de 4,5% par an.

Pour étudier ce problème nous prendrons ici comme point de départ une politique monétaire pure connue sous le nom **«d’Open Market ».** C’est une politique monétaire expansionniste. La BCE achète des titres publics émis par le gouvernement puis émet de la monnaie.

1. ***Impact à court terme***

Les salaires et les prix sont rigides et le taux d’intérêt (R) est flexible. A court terme la BCE intervient sur le marché financier en achetant des titres financiers. Les ménages vont se retrouver en excès d’offre de fonds prêtables. La conséquence immédiate va être une baisse du taux d’intérêt (R) suivi d’une augmentation de l’investissement (fonction du taux d’intérêt), une augmentation de la consommation et finalement une augmentation de la demande globale. Ceci entraine alors une augmentation de la production (car les prix sont rigides).

**SCHEMA G (voir annexe)**

1. ***Impact à moyen terme***

Le prix P devient flexible et donc tout simplement l’augmentation de la demande globale va entrainer certes une augmentation de la production (CT) mais aussi une augmentation des prix. L’augmentation des prix entraine un déplacement de LM vers le haut.

**SCHEMA H (voir annexe)**

1. ***Impact à long terme***

Le salaire W devient flexible et annule l’effet positif sur la production. Il va alors y avoir des négociations salariales entrainant une augmentation du salaire nominal pour revenir à notre équilibre. On passe de LM2 à LM0. Cette politique, à long terme, n’a d’effets que sur les prix.

**CONCLUSION :**

**Plus les entreprises vont réagir vite sur les prix et plus l’effet sera minime sur la croissance et donc l’emploi. La clef de la réussite de la politique monétaire c’est la vitesse de réaction d’ajustement des prix. C’est la politique monétaire qui joue ce rôle de stabilisation des prix.**